

GÉRALDINE SCHWARZ  
**Les Amnésiques**

«C'étaient simplement  
des Mitläufer, ils  
marchaient avec  
le courant.»



**PRIX  
DU LIVRE EUROPÉEN 2018**

*Édition augmentée*

libres Champs

# Les Amnésiques

GÉRALDINE SCHWARZ

« À présent que les témoins sont morts, victimes comme bourreaux, il reste le souvenir de leurs mots et de leurs visages, les monuments et les livres. J'ai voulu tisser les fils de la grande histoire avec ceux de la petite, jusqu'à ce que jaillisse un tableau d'antan, avec ses parts d'ombre et de lumière, ses vies écrasées par la mégalomanie des hommes; celles de Lydia et Karl Schwarz qui eurent la malchance de naître à l'orée d'un siècle maudit. »

Découvrant les arrangements de son grand-père allemand avec le régime nazi, Géraldine Schwarz met au jour la responsabilité des *Mitläufer* dans une dictature: ceux, si nombreux, qui « marchent avec le courant ». Suivant sa famille sur trois générations, elle retrace le travail de mémoire mené en Allemagne, qui fait la force de sa démocratie. En le comparant aux lacunes mémorielles en France et ailleurs en Europe, elle soulève une question cruciale: faire des citoyens des victimes de l'Histoire au lieu de les responsabiliser n'a-t-il pas ouvert la voie au populisme et fragilisé nos démocraties?

Journaliste, auteure et réalisatrice de documentaires franco-allemande, **Géraldine Schwarz** vit à Berlin.  
*Les Amnésiques* sont en cours de parution en huit langues.

« *Absolument passionnant!* »

François Busnel, LA GRANDE LIBRAIRIE

« *Un livre d'une grande richesse, superbement composé.* »

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG

**PRIX DU LIVRE  
EUROPÉEN 2018.**

Deuxième édition  
augmentée.

**Flammarion**

# Les Amnésiques

# libres Champs

**Une époque, un récit,  
l'exactitude des sources racontées  
à la manière d'un roman...**

- Ken Alder, *Mesurer le monde.*  
Alessandro Barbero, *Le Jour des barbares.*  
Alessandro Barbero, *Waterloo.*  
Kate Cambor, *Belle Époque.*  
Edmund de Waal, *Le Lièvre aux yeux d'ambre.*  
Antonia Fraser, *Marie-Antoinette.*  
Stephen Greenblatt, *Quattrocento.*  
Stephen Greenblatt, *Will le Magnifique.*  
Thomas Harding, *Hanns et Rudolf.*  
David G. Haskell, *Un an dans la vie d'une forêt.*  
Laure Hillerin, *La Comtesse Greffulhe.*  
Eric Jager, *Le Dernier Duel.*  
Siddhartha Mukherjee, *L'Empereur de toutes les maladies.*  
Graham Robb, *Une histoire buissonnière de la France.*  
Graham Robb, *Une histoire de Paris par ceux qui l'ont fait.*  
Graham Robb, *Sur les sentiers ignorés du monde celte.*  
Maxime Rovere, *Le Clan Spinoza.*  
Stacy Schiff, *Cléopâtre.*  
Daphné Sheldrick, *Une histoire d'amour africaine.*  
Guy Walters, *La Traque du mal.*  
Mitchell Zuckoff, *Les Disparus de Shangri-La.*

GÉRALDINE SCHWARZ

# Les Amnésiques

*Deuxième édition revue et augmentée*

libres Champs

© Flammarion, 2017.  
© Flammarion, 2019, pour l'édition en « Champs ».  
ISBN : 978-2-0814-4536-9

*À mes parents*





*Ne pas me perdre dans le labyrinthe de la mémoire, dans ses oublis et ses mensonges, ses replis et ses trop-pleins.*

*Vaincre les violeurs de mémoire, les faussaires de l'histoire, les bricoleurs de fausses identités et de fausses haines, les cultivateurs de fantasmes narcissiques.*

*Trouver mon chemin à travers les multiples traces du passé, saisir le fil de la mémoire, une famille allemande ordinaire, une famille française ordinaire, un Mitläufer des nazis, un gendarme sous Vichy, et tirer ce fil, avec ses failles et ses lacunes, jusqu'à la génération de mes parents, jusqu'à moi, l'enfant de l'Europe, l'enfant qui n'a connu aucune guerre.*

*Le croiser avec un autre fil, celui de l'Histoire, la grande, répéter, la tête froide, les faits historiques que certains veulent faire oublier : le suicide de la civilisation européenne et la suite, ce dépassement miraculeux de l'Homme sur ses démons, de la paix sur la guerre, de la démocratie sur la dictature.*

*Tisser les deux fils ensemble, donner de l'épaisseur au récit familial en le soumettant au jugement de l'Histoire,*

*à la sagesse des historiens, ces détecteurs de mensonges et de mythes. Offrir en retour une âme à la science, la chair et le sang d'une mémoire familiale, l'imprécision de la condition humaine.*

*Je veux comprendre ce qui était pour savoir ce qui est, rendre à l'Europe ses racines que les amnésiques tentent de lui arracher.*

Les noms suivis d'un astérisque sont des pseudonymes.

## Chapitre I

### Être ou ne pas être nazi

Je n'étais pas spécialement prédestinée à m'intéresser aux nazis. Les parents de mon père n'avaient été ni du côté des victimes, ni du côté des bourreaux. Ils ne s'étaient pas distingués par des actes de bravoure, mais n'avaient pas non plus péché par excès de zèle. Ils étaient simplement des *Mitläufer*, des personnes « qui marchent avec le courant ». Simplement au sens où leur attitude avait été celle de la majorité du peuple allemand, une accumulation de petits aveuglements et de petites lâchetés qui, mis bout à bout, avaient créé les conditions nécessaires au déroulement des pires crimes d'État organisés que l'humanité ait connus. Après la défaite et pendant de longues années, le recul manqua à mes grands-parents comme à la plupart des Allemands pour réaliser que sans la participation des *Mitläufer*, même infime à l'échelle individuelle, Hitler n'aurait pas été en mesure de commettre des crimes d'une telle ampleur.

Le Führer lui-même le présentait et prenait régulièrement la température de son peuple pour voir jusqu'où il pouvait aller, ce qui passait et ne passait pas, tout en l'inondant de propagande nazie et antisémite.

La première déportation massive de juifs organisée en Allemagne qui allait servir à sonder le seuil d'acceptabilité de la population eut justement lieu dans la région où vivaient mes grands-parents, dans le sud-ouest du pays : en octobre 1940, plus de 6 500 juifs furent déportés de Bade, du Palatinat et de la Sarre vers le camp français de Gurs, situé au nord des Pyrénées. Pour accoutumer les citoyens à un tel spectacle, les forces de l'ordre avaient veillé à sauver *a minima* les apparences, évitant la violence et affrétant des wagons de passagers – et non des trains de marchandises comme plus tard. Mais les responsables nazis voulaient en avoir le cœur net et savoir ce que le peuple avait dans le ventre. Ils n'hésitèrent pas à opérer en plein jour, poussant des cortèges de centaines de juifs à travers le centre-ville jusqu'à la gare, avec leurs lourdes valises, leurs mères en pleurs et leurs vieillards épuisés, cela sous les yeux de citoyens apathiques, incapables de faire preuve d'humanité. Le lendemain, les *Gauleiter* (chefs de district) firent fièrement savoir à Berlin que leur région était la première d'Allemagne à être *judenrein* (épurée de ses juifs). Le Führer dut se réjouir d'être si bien compris de son peuple : il était mûr pour « marcher avec ».

Un épisode en particulier avait démontré que la population n'était pas aussi impuissante qu'elle voulut le faire croire après la guerre. En 1941, la contestation de citoyens et d'évêques catholiques et protestants allemands avait réussi à interrompre le programme d'extermination des personnes handicapées mentales et physiques ou jugées comme telles, ordonné par Adolf Hitler dans le but de purger la race aryenne de

ces « vies sans valeur ». Alors que cette opération secrète baptisée *Aktion T4* battait son plein, ayant déjà fait 70 000 morts gazés dans des centres spéciaux en Allemagne et en Autriche, Hitler céda face à l'indignation populaire et mit fin à son projet. Le Führer avait compris le risque qu'il courait vis-à-vis de la population à se montrer trop ouvertement cruel. C'est d'ailleurs aussi l'une des raisons pour lesquelles le III<sup>e</sup> Reich déploya une énergie insensée à organiser la logistique extrêmement complexe et coûteuse du transport des juifs d'Europe et d'Union soviétique pour les exterminer loin de la vue de leurs compatriotes, dans des camps isolés en Pologne.

Mais au lendemain de la guerre, personne ou presque en Allemagne ne se posait la question de savoir ce qu'il serait advenu si la majorité n'avait pas marché *avec* le courant, mais *contre* une politique qui avait révélé assez tôt son intention de piétiner la dignité humaine comme on écrase un cafard. Avoir *marché avec le courant* comme Opa, mon grand-père, était tellement répandu que la banalité était devenue une circonstance atténuante de ce mal, y compris aux yeux des forces alliées qui s'étaient mis en tête de dénazifier l'Allemagne. Après leur victoire, Américains, Français, Britanniques et Soviétiques avaient divisé le pays et Berlin en quatre zones d'occupation où chacun s'était engagé à éradiquer les éléments nazis de la société, avec la collaboration de chambres arbitrales allemandes. Ils avaient fixé quatre degrés d'implication dans les crimes nazis, dont les trois premiers justifiaient théoriquement l'ouverture d'une enquête judiciaire : les « incriminés majeurs », les « incriminés », les « incriminés mineurs » (*Hauptschuldige, Belastete,*

*Minderbelastete*), et les *Mitläufer*. Selon la définition officielle, ce dernier désignait « celui qui n'a pas participé plus que nominale­ment au national-socialisme », en particulier « les membres du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP) [...] qui se contentaient de payer les cotisations et de participer aux réunions obligatoires ». En réalité, dans le Reich qui comptait 69 millions d'habitants dans ses frontières de 1937, le nombre de *Mitläufer* dépassait le cadre des huit millions de membres du NSDAP. Des millions d'autres avaient rejoint des organisations affiliées et beaucoup d'autres avaient acclamé le national-socialisme sans pour autant adhérer à une organisation nazie. Ma grand-mère par exemple, qui n'avait pas sa carte du parti, était plus attachée à Adolf Hitler que mon grand-père qui, lui, l'avait. Mais les Alliés n'avaient pas le temps de se pencher sur une telle complexité. Ils avaient déjà bien assez à faire avec les incriminés, mineurs et majeurs, soit la multitude de hauts fonctionnaires qui avaient donné des ordres criminels dans ce labyrinthe bureaucratique qu'était le III<sup>e</sup> Reich, et tous ceux qui les avaient exécutés, parfois avec un zèle infâme.

De simples membres du parti nazi comme mon grand-père s'en sortirent quasiment indemnes. Sa seule punition fut de se voir privé du contrôle de sa petite entreprise de produits pétroliers Schwarz & Co. Mineralölgesellschaft confiée durant quelques années à un gestionnaire mandaté par les autorités alliées. Il aurait probablement aussi eu quelques difficultés à occuper un poste de fonctionnaire s'il l'avait souhaité. Sa fille, ma tante Ingrid\*, croit se souvenir qu'il avait

été condamné à « casser des pierres », mais, étrangement, mon père n'en a aucun souvenir et ne doute pas que, dans le cas peu probable d'une telle condamnation, mon grand-père se soit arrangé pour s'épargner une telle corvée, « rusé comme il était ». Lui a plutôt en mémoire que son père n'a jamais fait de meilleures affaires que pendant cette période de privation de travail, en se révélant être un commerçant bien plus débrouillard sur le marché noir que sur le marché légal. Il se souvient qu'il y avait toujours sur la table des Schwarz du vin, de la viande, des œufs et des pommes, des produits dont beaucoup avaient oublié jusqu'au goût dans l'Allemagne ruinée de l'après-guerre. Cette divergence de souvenirs entre les deux enfants de Karl Schwarz tient peut-être au fait que l'une était aussi attachée à son père que l'autre en était éloigné.

Bien sûr, on ne pouvait pas jeter en prison les huit millions de membres du NSDAP, et tout d'abord parce qu'il n'y avait pas assez de place derrière les barreaux. À partir du printemps 1945, les Alliés avaient procédé à des arrestations massives d'anciens fonctionnaires du parti et de membres de la SS, envoyant environ 300 000 d'entre eux en prison. Les Américains étaient de loin ceux qui s'appliquaient avec le plus de fermeté à dénazifier leur zone, du moins au début. Mannheim, où vivaient mes grands-parents, l'une des plus grandes villes du Bade-Wurtemberg, se trouvait justement dans la zone américaine du sud-sud-ouest qui comprenait le nord du Bade-Wurtemberg, la Bavière et la Hesse, ce à quoi s'ajoutaient le sud-ouest de Berlin et au nord le Land de Brême, précieux pour sa situation stratégique sur la mer du Nord. Les Américains avaient une bonne

réputation, et ma tante Ingrid a gardé une image d'eux « toujours avec le sourire, en bonne santé au volant de leur Jeep, ce qui apportait un peu de gaieté » dans l'ambiance funeste de l'Allemagne d'après-guerre. Pourtant, leur commandant, le futur président des États-Unis, Dwight D. Eisenhower, n'était pas très optimiste et estimait qu'il faudrait au moins cinquante ans de rééducation intensive pour former les Allemands à des principes démocratiques. Les Américains avaient le projet titanesque de sonder le passé de tous les Allemands âgés de plus de 18 ans en leur soumettant des questionnaires de quelque 130 questions censées donner une indication de leur degré de complicité avec le régime et de leur niveau d'endoctrinement idéologique. Avec une rigueur toute bureaucratique, ils commencèrent à éplucher les millions de formulaires qui s'accumulaient sur leurs bureaux, dans le but de punir les coupables et de purifier la société de ses éléments les plus imprégnés par le nazisme. Ils congédièrent tous les fonctionnaires ralliés au NSDAP avant le 1<sup>er</sup> mai 1937 et donc suspectés d'avoir adhéré par conviction. À la fin de l'hiver 1945-1946, plus de 40 % des fonctionnaires de la zone américaine avaient débarrassé le plancher.

Je n'ai pas retrouvé de copie du questionnaire de dénazification de mon grand-père, mais il dut le remplir car un courrier des autorités d'occupation indique qu'elles surent très vite qu'il avait été membre du parti. À sa mort, en 1970, mon père chercha partout dans les papiers de Karl Schwarz des traces de la carte et des insignes du parti, sans succès. Dès l'annonce de l'entrée des Alliés à Mannheim en mars 1945, il avait



dû, comme beaucoup de ses compatriotes, jeter dans les flammes du fourneau de la cuisine ces preuves compromettantes, ainsi que les drapeaux nazis qu'on avait coutume d'exhiber aux balcons les jours de fête, et, qui sait, un portrait du Führer qu'il avait accroché dans son bureau pour avoir la paix ou que ma grand-mère conservait dans un tiroir par attachement. C'était peine perdue, car les chefs locaux du NSDAP avaient pris leurs jambes à leur cou sans se soucier le moins du monde de détruire le registre des membres du parti à Mannheim, que les Américains trouvèrent intact à leur arrivée.

Mais Karl n'avait pas tout fait disparaître. Dans ses affaires, mon père trouva un dessin héraldique des plus étranges : un heaume de chevalier sur fond de végétaux noir et or derrière lesquels un animal imaginaire fait irruption, un croisement de chèvre et de cerf aux cornes et aux sabots rouges, dont le cou est transpercé d'une flèche de la même couleur. En dessous est inscrit le nom de Schwarz dans une calligraphie complexe, la date de 1612 et ce texte : « Les origines de cette famille bourgeoise aux lignes florissantes en Souabe et en Franconie sont à trouver à Rothenburg. » Sous le national-socialisme, la généalogie était très en vogue. Elle avait même obtenu un statut quasi officiel au service du régime, lequel avait besoin d'apporter à ses théories raciales vaseuses un crédit qu'aucune science sérieuse ne pouvait lui fournir. Ce dessin n'avait néanmoins qu'une valeur décorative car pour entrer au NSDAP, il fallait un document autrement plus compliqué à établir : un certificat d'aryanité particulièrement poussé et détaillé, qui exigeait de réunir quantité de justificatifs censés prouver les origines aryennes du

candidat et de son conjoint au moins depuis 1800. Que Karl Schwarz ait en sus, sans y être contraint, fait dessiner à l'encre et à l'aquarelle ce motif héraldique me laisse perplexe. Mon grand-père n'était pas un national-socialiste convaincu, il était trop épris de liberté pour cela. « Il l'a peut-être accroché dans les bureaux de sa société, aussi lorsqu'un client ou un fonctionnaire nazi passait par là, il posait moins de questions et le laissait tranquille », dit mon père. Dans les années 1930, des rumeurs circulaient en Allemagne sur des commerçants soupçonnés de dissimuler leurs origines juives, nourrissant une atmosphère de paranoïa et de délation, au point que certains en venaient à publier des annonces dans les journaux pour démentir publiquement tout lien avec le judaïsme. Opa a fait disparaître son certificat d'aryanité mais, étrangement, il a épargné son aquarelle qu'il a conservée jusqu'à sa mort. « Je pense que ce dessin lui plaisait, car il donne l'illusion d'une glorieuse lignée. Et mon père avait parfois des rêves de grandeur. » Par certains égards, Karl Schwarz était un homme de son temps.

Rapidement, face à l'étendue de la tâche qu'ils s'étaient assignée, les Américains décidèrent d'intégrer la justice allemande au processus de dénazification. Après examen des questionnaires, les personnes suspectées d'être impliquées étaient envoyées devant l'une des quelques centaines de chambres arbitrales allemandes de la zone américaine. À Mannheim, 202 070 formulaires furent passés au crible. Sur les 8 823 personnes jugées, 18 furent classées *Hauptschuldige*, 257 *Belastete*, 1 263 *Minderbelastete*, 7 163 *Mitläufer*, 122 *Entlastete* (« innocentés »). Je doute que mon grand-père ait été

entendu. Quoi qu'il en soit, comme les Américains n'avaient pas trouvé assez de juges allemands « propres » tant était grande la complicité des juristes avec le national-socialisme, et s'étaient résignés à recruter parmi la vieille garde, Karl Schwarz n'aurait pas eu grand-chose à craindre. D'autant moins que les occupants ne pouvaient plus se permettre de se montrer si intransigeants face au besoin urgent de personnel allemand pour faire face aux nombreux problèmes auxquels était confrontée la société : malnutrition, crise du logement, manque de charbon pour se chauffer... En outre, l'attention des Américains commençait à se détourner des anciens nazis pour se concentrer sur un nouvel ennemi, l'Union soviétique et le bloc communiste. À la rigueur des débuts succéda un bâclage des mesures de dénazification avec l'objectif d'en finir au plus vite pour accélérer la reconstruction de l'Allemagne de l'Ouest, située à la lisière du territoire communiste ennemi.

Les Britanniques étaient bien moins attachés que les Américains à poursuivre les nazis dans leur zone du nord-ouest qui incluait Hambourg, la Basse-Saxe, la Rhénanie du Nord-Westphalie, le Schleswig-Holstein ainsi que le secteur ouest de Berlin. Tout au plus visaient-ils une rééducation à travers la création de médias dans leur région, tels la radio Nordwestdeutsche Rundfunk et les journaux *Die Zeit* et *Die Welt*, ou en obligeant les citoyens à regarder des images filmées des victimes squelettiques de camp de concentration. Les Britanniques créèrent des *Clubs* où certains Allemands étaient autorisés, mais cette mixité

était exceptionnelle, car la plupart du temps les Britanniques gardaient leurs distances. Dans les tramways, les commerces et les cinémas, des places leur étaient réservées et affichaient « *Keep out* » ou « *No Germans* ». Ils étaient souvent perçus comme des envahisseurs, en particulier lorsqu'ils confisquaient des appartements dans des villes souffrant d'une grave pénurie de logements à cause des bombardements. En réalité, les Britanniques n'avaient pas toujours le choix car, eux-mêmes très affaiblis économiquement par la guerre, ils avaient des difficultés à financer l'occupation. Ils ne se préoccupèrent pas des *Mitläufer* et se contentèrent d'interdire les hautes fonctions publiques aux nazis et de poursuivre les plus gros poissons. Leur indulgence était telle que certains nazis vivant sous administration américaine se hâtèrent de rejoindre leur zone. Les Britanniques étaient pressés de reconstruire la puissance économique de l'Allemagne, aussi dans leur propre intérêt. Ainsi savaient-ils se montrer conciliants lorsque l'accusé était une figure de l'élite économique du Reich, comme Günther Quandt.

Quandt n'était pas un national-socialiste convaincu, mais un opportuniste qui avait attendu qu'Adolf Hitler arrive au pouvoir en janvier 1933 pour financer son parti puis y adhérer. À cette proximité financière s'ajoutait un lien familial puisque la deuxième épouse de l'industriel, Magda Ritschel, dont il avait divorcé, avait épousé en décembre 1931 le futur ministre de la Propagande, Joseph Goebbels, une union dont le Führer avait été le témoin. Sa loyauté envers Hitler se révéla payante, car Quandt amassa une fortune colossale en devenant l'un des plus grands fournisseurs de

l'industrie militaire nazie. Alors que la main-d'œuvre manquait à cause de la mobilisation des hommes sur le front, il exploita une cinquantaine de milliers de travailleurs forcés, des prisonniers de guerre et des détenus des camps de concentration « prêtés » à bas prix par le Reich.

En 1946, les Américains arrêterent Quandt, mais ce dernier échappa au tribunal de Nuremberg grâce aux Britanniques qui « omirent » de transmettre des documents le concernant aux Américains et poussèrent le ridicule jusqu'à le classer officiellement *Mitläufer*. En janvier 1948, les Américains, qui se gardèrent d'enquêter plus amplement, le libérèrent. Peu après, l'armée britannique s'empessa de faire des affaires avec ce spécialiste de l'armement. Car Quandt était un oiseau rare. Il produisait des équipements que le monde entier enviait, des batteries spéciales pour les torpilles sous-marines, et tout particulièrement la batterie unique pour l'« arme magique » développée par les nazis pendant la guerre, et qui suscitait l'admiration de leurs ennemis : le V2, le premier missile balistique opérationnel créé par l'homme, à l'origine des missiles intercontinentaux et du vol spatial. Après la guerre, la famille Quandt, aujourd'hui propriétaire entre autres du constructeur automobile BMW, resta longtemps plongée dans le déni des origines suspectes de sa fortune jusqu'à ce qu'en 2007 la sortie d'un documentaire télévisé intitulé *Le Silence des Quandt* la force à faire la lumière sur le passé.

Quant aux Français, dont la zone, la plus petite, englobait le sud du Bade-Wurtemberg, la Rhénanie-Palatinat, la Sarre et le nord-ouest de Berlin, eux aussi

s'étaient rapidement rendu compte des avantages à se montrer indulgents à l'égard d'industriels qui, en retour, se montraient généreux en affaires. Ils avaient acquis la réputation d'être la puissance d'occupation la moins intéressée par la dénazification. Le fait que la France avait étroitement coopéré avec le III<sup>e</sup> Reich et que son administration après la guerre était encore truffée d'anciens collaborateurs de Vichy, qui redoutaient que les accusations contre les nazis se retournent contre eux, a certainement pesé sur le faible nombre de procédures judiciaires engagées. Les Français préféreraient accuser collectivement les Allemands, sans les différencier en fonction de leur responsabilité individuelle ni chercher à les rééduquer. Le général de Gaulle était favorable à une politique d'affaiblissement et de division permanente de l'Allemagne, il exigeait un maximum de réparations. Invités de dernière minute à la table des vainqueurs malgré leur collaboration avec le Reich, les Français se comportèrent en véritable force d'occupation, confisquèrent des appartements pour loger les instituteurs, ingénieurs, fonctionnaires français, exploitèrent la main-d'œuvre allemande et réquisitionnèrent de la nourriture en abondance, tandis que beaucoup d'Allemands vivaient dans les caves, la faim au ventre et sans charbon pour se chauffer. Il y eut même des viols en série et des pillages.

Dans la zone soviétique, qui comprenait les cinq *Länder* les plus à l'est, la Thuringe, la Saxe-Anhalt, la Saxe, le Brandebourg et le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale ainsi que l'est de Berlin, les mesures de dénazification visaient non seulement les nazis, mais

aussi les « indésirables » dont on souhaitait se débarrasser, les « ennemis de la classe ouvrière » – les gros propriétaires terriens et l'élite économique –, des sociaux-démocrates et d'autres détracteurs du nouveau régime que l'occupant tentait d'instaurer sur le modèle de Moscou. Les Soviétiques laissèrent les *Mitläufer* en paix, ne serait-ce que parce qu'ils avaient perçu chez eux la possibilité de les recycler en bons communistes. Cependant, les nazis plus impliqués avaient davantage à craindre dans cette zone que dans les autres, car avec les Soviétiques ils ne pouvaient pas prétendre avoir pris leur carte du parti par opposition au bolchevisme, un argument qui avait un certain poids à l'Ouest. Aussi, certains préféraient fuir l'Est, d'autant plus que les conditions de détention y étaient particulièrement atroces. Des dizaines de milliers de nazis présumés et d'« indésirables » furent enfermés dans d'anciens camps de concentration du III<sup>e</sup> Reich. Au moins 12 000 périrent. Des dizaines d'autres milliers furent déportés en Union soviétique où beaucoup moururent.

En mars 1948, les Soviétiques avaient déjà chassé du service public plus de 520 000 anciens membres du NSDAP, en particulier dans l'administration et dans la justice, où il fallut rapidement remplacer le personnel par des communistes « loyaux ». En moins d'un an, de nouveaux juges et procureurs proches des organisations communistes furent « formés » et c'est eux qui conduisirent une série de procès expéditifs baptisés les *Waldheimer Prozesse* en 1950, sous l'autorité de la toute jeune République démocratique allemande (RDA) qui venait d'être créée. En deux mois, environ 3 400 personnes accusées d'avoir commis des crimes comparurent, sans témoin et en général sans assistance

juridique, devant ces juges et ces procureurs inexpérimentés qui tranchaient en moins d'une demi-heure, le jugement étant déjà fixé d'avance dans le but d'obtenir un maximum de peines. On ne faisait pas de distinction entre *Mitläufer*, incriminés, ou ennemis du communisme. Ces simulacres de procès avaient avant tout pour objectif de légitimer *a posteriori* l'internement de milliers de personnes dans les camps de concentration. Plus de la moitié des accusés furent condamnés à des peines de 15 à 25 ans de prison, vingt-quatre furent exécutés. Puis la RDA jugea close la dénazification et s'engagea dans un long déni de ses responsabilités historiques vis-à-vis des crimes du III<sup>e</sup> Reich, désignant la RFA comme seule légataire de ce sombre passé.

Les Allemands étaient hostiles au processus de dénazification visant la population, perçu comme une insupportable humiliation, une *Siegerjustiz*, une justice de vainqueurs aspirant à se venger. En revanche, ils étaient – du moins juste après la guerre – majoritairement favorables à l'idée de juger les hauts responsables du régime.

En novembre 1945 s'ouvrit à Nuremberg, à l'initiative des Américains, un procès contre vingt-quatre hauts responsables du III<sup>e</sup> Reich devant un tribunal militaire international placé sous l'autorité des quatre puissances alliées. « L'idée de traiter la guerre et les atrocités commises en son nom non plus comme s'il s'agissait d'une politique menée avec d'autres moyens, mais comme un crime pour lequel des politiciens et des militaires de haut rang peuvent être tenus responsables pareillement à n'importe quel autre crime » était inédite, analyse le juriste Thomas Darnstädt dans son



livre *Nürnberg. Menschheitsverbrechen vor Gericht 1945* (« Nuremberg. Les crimes contre l'humanité devant le tribunal, 1945 »). Les grandes lignes avaient été développées en amont à Washington sous l'autorité du juge Robert H. Jackson. Les Soviétiques, craignant d'être eux aussi accusés de crimes à cause des exactions de l'Armée rouge et du pacte de non-agression conclu entre Staline et Hitler en 1939, exigeaient que la juridiction pénale internationale de Nuremberg ne s'applique qu'aux puissances de l'Axe. Le juge Jackson refusa : « Nous ne sommes pas disposés à fixer des normes envers autrui que nous ne serions pas prêts à appliquer à nous-mêmes. » Les Britanniques, ayant eux aussi en tête leurs bombardements intensifs et meurtriers des populations civiles en Allemagne, négocièrent un compromis : les normes pénales devaient être valables pour tout État, mais le tribunal de Nuremberg ne serait compétent que pour les crimes des nazis. Plus de 2 000 personnes furent mobilisées pour préparer le procès, éplucher au moins une partie des kilomètres d'archives laissées par un régime ultra-bureaucraté.

Un an plus tard, le verdict tomba : douze accusés furent condamnés à mort par pendaison, dont le numéro deux du Reich Hermann Göring, le ministre des Affaires étrangères Joachim von Ribbentrop, le dernier chef du puissant ministère de la Sécurité RSHA Ernst Kaltenbrunner, le chef du haut commandement des forces armées Wilhelm Keitel, le fondateur du journal antisémite *Der Stürmer* Julius Streicher et l'ancien idéologue du parti et ministre des Territoires occupés de l'Est Alfred Rosenberg ; trois, dont Rudolf Hess, l'ancien adjoint de Hitler, furent condamnés à

la prison à vie et deux autres, Albert Speer, architecte et ministre de l'Armement, et Baldur von Schirach, chef des *Hitlerjugend* (Jeunesses hitlériennes), à une peine de 20 ans de prison. Quatre organisations – le NSDAP, la Gestapo, les SS et le SD (Service de sécurité) – furent classées « organisations criminelles ». Les juges rejetèrent la requête de l'accusation d'inclure dans cette liste l'état-major et le haut commandement de la Wehrmacht (OKW).

Ces procès démontrèrent une volonté de la part des Alliés, surtout des Américains, de ne pas laisser impunis les crimes nazis. Ils permirent de déterminer un « nouvel ordre du monde par le droit », selon les termes de Robert Jackson, et de définir un crime d'une nouvelle nature : le crime contre l'humanité. Mais à court terme, ils n'eurent pas les effets escomptés, ni à l'international ni en Allemagne. Le juge Jackson avait surtout mis en avant l'inculpation de « crime contre la paix » et de « complot » selon l'idée qu'« une bande de gangsters avait pris le contrôle de l'État ». Cette approche nourrit une légende qui allait être longue à démonter par la suite : celle que les crimes nazis étaient le résultat d'un plan élaboré par un petit groupe de criminels autour de Hitler, qui avaient donné des ordres à des personnes ignorant pour la plupart qu'elles collaboraient à une entreprise meurtrière.

Un autre problème était qu'un tribunal où les vainqueurs jugent les vaincus imposait le silence sur les crimes de guerre des Alliés : la collaboration de Vichy, les bombardements américano-britanniques massifs contre les civils allemands, les atrocités commises par

l'Armée rouge dans les territoires orientaux du Reich, les bombes atomiques lâchées par les États-Unis sur le Japon.

Mais l'un des principaux échecs du procès fut d'avoir négligé la spécificité du génocide juif, ce délit n'existant pas alors. « Un tabou du droit international demeurait : il était encore mal vu de s'ingérer dans les "affaires internes" d'un État souverain », or les crimes contre les juifs allemands étaient considérés comme tels, estime Thomas Darnstädt. En outre, juste après la guerre, le niveau d'information sur la Shoah était encore limité. Par exemple, le protocole de la conférence de Wannsee de janvier 1942, pendant laquelle des dirigeants nazis précisèrent l'organisation de l'Holocauste qui avait déjà commencé, n'avait pas encore été étudié.

Dans la continuité de Nuremberg, entre 1946 et 1949, les Américains organisèrent, cette fois sous leur seule juridiction, 12 procès devant des tribunaux militaires – plus de 185 médecins, généraux, industriels, hauts fonctionnaires, commandants d'Einsatzgruppen comparurent. 24 accusés furent condamnés à la peine de mort, dont 13 furent exécutés, 20 obtinrent une peine de prison à vie et 98, des peines longues. Parallèlement, l'indignation de l'opinion américaine face aux images des camps de concentration qui commençaient à circuler dans les médias décida les États-Unis à instaurer un tribunal militaire dans l'enceinte du camp de concentration de Dachau pour juger le personnel des six camps situés dans la zone américaine. Environ 1 600 accusés furent condamnés, 268 des 426 condamnés à mort furent exécutés.

Dans les trois zones alliées de l'Ouest, au total près de 10 000 nazis furent condamnés par des tribunaux allemands et des tribunaux militaires alliés, dont 806 à la peine de mort, parmi lesquels un tiers fut exécuté. Ce bilan révèle une certaine efficacité, en particulier de la part des Américains, au vu de la durée impartie. Néanmoins, beaucoup de ceux qui auraient largement mérité d'être exclus de la société et emprisonnés pour leurs responsabilités dans les crimes du Reich réussirent à passer au travers des mailles trop lâches du filet tendu par les Alliés. Il suffisait de se faire passer pour un *Mitläufer* en falsifiant quelques papiers et en payant de faux témoins à décharge, ces *Persilscheine* dont les occupants vérifiaient rarement l'authenticité, en partie parce qu'ils étaient submergés par l'ampleur de la tâche, mais aussi parce que, rapidement, leur détermination se mit à fléchir dans le contexte de la guerre froide.

L'un des discrédits les plus lourds qui pèsent sur les Alliés fut d'avoir profité de leur position de force pour voler leur savoir-faire technologique aux Allemands, dont les performances scientifiques étaient enviées par le monde entier depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. Entre 1900 et 1945, 38 prix Nobel en sciences avaient été attribués à des Allemands. Pendant la même période, la France en avait reçu 16, la Grande-Bretagne 23 et les États-Unis 18. La défaite du Reich était l'occasion pour ces derniers pays de s'emparer d'un savoir technologique qui leur manquait, et dont la guerre froide accroissait l'importance.

Ainsi, dans le cadre de l'opération américaine *Paperclip*, des scientifiques furent exfiltrés en masse d'Allemagne en cachette, car parmi eux figuraient des nazis

comme Wernher von Braun, le père du missile balistique V2, qui intéressait beaucoup la justice internationale. C'est en partie grâce à l'avancée de ces experts dans le domaine des armes chimiques, de la conquête spatiale, des missiles balistiques et des avions à réaction que les États-Unis bénéficièrent d'une supériorité technologique pendant les décennies suivantes. Dans d'autres secteurs également, de nombreuses innovations furent volées, microscopes électroniques, formules cosmétiques, machines textiles, enregistreurs, insecticides, machine à distribuer des serviettes en papier... Le Royaume-Uni ne se gêna pas non plus pour se servir. L'historien américain John Gimbel a estimé que les Britanniques mais avant tout les Américains avaient ainsi subtilisé à l'Allemagne un patrimoine intellectuel d'une valeur de 10 milliards de dollars de l'époque, soit l'équivalent de 100 milliards de dollars aujourd'hui.

Les Français furent bien moins impliqués. Néanmoins, les secteurs militaire et aéronautique firent venir plusieurs centaines de scientifiques en France, en particulier ceux qui avaient travaillé sur la fusée V2. Ils participèrent à la mise au point des premiers moteurs à réaction des avions de chasse, du premier Airbus, des premières fusées françaises et du premier hélicoptère de la future usine d'Eurocopter, aujourd'hui Airbus Helicopter. Leur apport fut aussi notable dans le domaine des sous-marins, des torpilles, des radars, des obus, des moteurs de char, et permit à la France de réaliser de belles percées.

Quant aux Soviétiques, en 1946, ils mirent des milliers d'experts allemands avec leurs familles dans des trains direction Moscou sans leur demander leur avis,

dont l'assistant de Wernher von Braun, Helmut Gröttrup. Ces derniers contribuèrent, au moins indirectement, à ouvrir la voie au lancement par l'URSS en octobre 1957 de *Sputnik*, le premier satellite artificiel.

Malgré ces conflits d'intérêts, les Alliés ont le mérite d'avoir donné au peuple allemand les premières bases d'une vague conscience des capacités de nuisance d'un régime comme le III<sup>e</sup> Reich. Ainsi la sœur de mon père, née en 1936, me dit un jour qu'elle savait dès sa jeune adolescence que « les nazis avaient commis des crimes », que « c'était évoqué à l'école, et même dans les médias », où elle avait vu des photos de camps de concentration. Je fus étonnée car mon père, lui, qui est né en 1943, m'a toujours parlé d'une amnésie totale après la guerre. Puis j'ai compris qu'Ingrid était allée à l'école au moment où à Mannheim les Américains tentaient de « rééduquer » les Allemands, alors que, lorsque mon père fut scolarisé, la parenthèse de la dénazification s'était refermée.

En 1949, les occupants occidentaux autorisèrent la fusion de leurs trois zones pour former la République fédérale d'Allemagne et acceptèrent de lui faire bénéficier du plan Marshall, un programme de prêts accordés à la majorité des États d'Europe de l'Ouest pour aider à leur reconstruction après la guerre. Mon père dit souvent que « l'Allemagne a eu de la chance d'être traitée avec une telle mansuétude au vu des crimes qu'elle avait commis ». Sans la guerre froide, son destin aurait peut-être été bien différent. À la fin des années 1940, les Alliés se désengagèrent du vaste chantier de la dénazification. Ils manquaient de recul et de connaissances sur la complexité du régime nazi, mais

surtout, des puissances extérieures ne pouvaient pas faire le travail à la place des Allemands. C'était à eux de changer de mentalité et de prendre leur destin démocratique en main. Il y avait de quoi être pessimiste.





## *Chapitre II*

### Allemagne « année zéro »

Après la guerre, il n'était jamais question de politique dans la famille de mon père. De manière générale, les discussions étaient rares à table : les enfants n'avaient le droit de parler que lorsqu'on leur donnait la parole, faute de quoi ils recevaient une raclée de la part de Karl, qui avait une conception très autoritaire de la paternité. Dans l'atmosphère apocalyptique de l'Allemagne d'après-guerre, la priorité n'était pas de ressasser le passé, mais de rebondir rapidement, d'organiser une nouvelle vie. La famille Schwarz occupait un appartement de trois pièces au premier étage d'un petit immeuble locatif construit en 1902 par le père de ma grand-mère, un menuisier qui l'avait légué à sa fille en 1935, car elle était la seule survivante de sa fratrie de neuf enfants. Par miracle, l'immeuble, situé dans la Chamissostrasse, bien que sévèrement endommagé par les bombardements alliés, avait évité le pire, tandis que les bâtiments situés de l'autre côté de la rue avaient été réduits à un désert de ruines. Cette défiguration urbaine faisait néanmoins quelques heureux. « C'était un terrain d'aventures extraordinaire pour les enfants, on pouvait

courir, sauter, escalader, se cacher et y découvrir des tas de trésors », se souvient mon père.

Tout au long de la guerre, plus que n'importe quelle autre ville de la région, Mannheim et la ville adjacente Ludwigshafen, situées à la confluence du Rhin et du Neckar, avaient été visées par des raids – 304 au total – en raison de leurs infrastructures portuaires et de leurs centres industriels électroniques, chimiques et pharmaceutiques. Mais en réalité, comme pour nombre de leurs attaques aériennes, les Britanniques avaient aussi intentionnellement visé les habitations là où elles étaient les plus denses. Mannheim leur avait paru particulièrement adéquat pour expérimenter une méthode de bombardement baptisée « *carpet bombing* », ou tapis de bombes, dont l'objectif était, comme son nom l'indique, de raser une zone urbaine au point de lui donner l'apparence d'un tapis. La ville semblait idéale pour cette expérimentation à cause du découpage en carrés de son centre, qui permettait d'évaluer précisément l'impact des explosions grâce à des photographies aériennes.

Heureusement pour mes grands-parents, leur immeuble était situé légèrement en retrait du centre-ville. Mais certaines bombes étaient si puissantes que la déflagration pouvait détériorer des habitations à plusieurs kilomètres à la ronde, des dommages que mon grand-père signalait scrupuleusement au fur et à mesure aux autorités allemandes pour obtenir réparation. Mon père et moi avons épluché ces dossiers, qu'Opa a soigneusement conservés toute sa vie à la cave, comme s'il craignait des années encore après la fin de la guerre qu'on vienne contester les pertes qu'il

avait subies et qu'on exige de lui qu'il rembourse les indemnités. Après chaque raid, les autorités venaient constater les dégâts en vue d'une indemnisation, qui souvent était versée bien plus tard : « Par effet de pression de l'air suite à un bombardement lors du raid du 5 août 1941, le bâtiment situé sur le terrain a subi des dommages au toit et aux fenêtres, tandis que les murs et les plafonds ont été arrachés. Le montant du dommage a été estimé à 4841,83 reichsmarks, en vertu de l'inspection visuelle de l'Office des constructions du 4.11.1941 et des factures des ouvriers vérifiées par l'architecte Anke. Par ailleurs, une indemnité à hauteur de 430,67 reichsmarks a été octroyée à la partie lésée. » Ce courrier des autorités d'évaluation de la mairie date du 15 mai 1943, c'est-à-dire deux ans et demi après le sinistre, mais surtout en pleine débâcle du Reich, et je trouve assez spectaculaire que malgré le contexte chaotique la bureaucratie allemande ait continué à fonctionner avec une telle précision.

L'attaque la plus dévastatrice fut celle de la nuit du 5 au 6 septembre 1943. En quelques heures, une flotte de 605 machines de la Royal Air Force lâcha 150 mines, 2 000 bombes explosives, 350 000 bombes incendiaires et 5 000 bombes au phosphore blanc. Les habitants se réfugièrent dans les quelque 52 bunkers gigantesques. C'est grâce à cette infrastructure que le nombre de victimes civiles des bombardements put être limité à environ 1 700 morts à Mannheim, ce qui est peu vu l'ampleur des attaques. Lorsque les habitants sortirent tels des zombies de leurs cachettes souterraines, le centre-ville n'était plus que poussière, ruines et flammes.

L'intégralité de la société de produits pétroliers de mon grand-père située près du port avait été réduite en cendres par le feu. L'immeuble de la Chamissostrasse avait également été touché, mais le bunker construit dans la cave pour servir de refuge aux résidents avait tenu bon. Il en reste d'ailleurs toujours la structure, de larges barres d'acier au plafond et une grosse porte blindée fermée hermétiquement, si lourde que, petite, j'étais incapable de l'ouvrir seule pour aller chercher des confitures à la cave. C'est ma tante Ingrid qui, bien plus tard, m'apprit qu'au début de la guerre le NSDAP avait envoyé des hommes chez eux pour aménager leur sous-sol en bunker privé, ce qui était un privilège par rapport à ceux qui devaient rejoindre les abris communs répartis dans la ville.

Au moment du raid de septembre, comme beaucoup de femmes et d'enfants qui fuyaient l'intensification des bombardements en ville, ma grand-mère, Oma, avait déjà quitté Mannheim avec Ingrid, âgée de six ans, et mon père nouveau-né. « C'était un enfant malade, il avait une bronchite et n'arrêtait pas de tousser, rapporte ma tante. Le docteur nous dit : "Avec toute cette poussière des ruines vous devez fuir la ville !" »

Leur première étape fut l'Odenwald, une jolie région vallonnée juste derrière Mannheim. « Nous vivions chez deux vieilles filles, et elles n'en pouvaient plus du bébé qui hurlait. Alors elles dirent à ma mère : "Lydia, il faut que tu ailles ailleurs, c'est trop pour nous." » Leur périple les mena en Franconie, en Bavière, chez des parents de Karl Schwarz. « C'étaient des paysans pauvres qui avaient déjà trois enfants à nourrir. Nous vivions les uns sur les autres et, comme

il n'y avait pas assez d'assiettes pour tout le monde, nous plongions directement nos cuillères dans une marmite posée au milieu de la table, je trouvais ça drôle. » Cela amusait beaucoup moins Oma, qui, ne supportant plus de s'imposer de la sorte, alla menacer le maire de la bourgade de « faire des bêtises » s'il ne lui trouvait pas un logement au plus vite. « J'étais avec elle et elle lui dit quelque chose d'affreux comme : "Je me pendrai, ou je me jetterai dans le fleuve avec mes enfants" », se souvient ma tante.

Un fermier leur proposa une chambre, en échange de quoi ma grand-mère devait durement travailler



dans les champs par tous les temps et traire chaque jour les vaches. J'ai retrouvé des photos de cet exil qui dura deux ans. Ingrid avec ses deux nattes blondes, agile comme une gazelle dans les collines verdoyantes, et mon père, ses cheveux étincelants de blondeur portés comme un casque sur son visage poupin, qui crapahute devant un enclos d'oies et rit aux éclats. Parfois Opa apparaît sur ces clichés, mais il vint rarement les voir durant cette période.

En 1939, quand la guerre éclata, Karl Schwarz avait 36 ans, mais il ne fut pas enrôlé, peut-être à cause de son âge mais aussi parce que la fulgurance des victoires rendait inutile le renflouement des troupes. Après l'occupation de la Pologne, du Danemark et de la Norvège, en mai 1940 Hitler mit le cap sur les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, des États neutres qui capitulèrent en quelques jours. Puis ce fut le tour de la France, dont l'armée avait la réputation d'être une des plus puissantes au monde, de rendre les armes en quelques semaines. Les images de Hitler posant devant la tour Eiffel ravirent les Allemands, Beaucoup, comme mon grand-père, devaient être soulagés d'avoir évité le front.

Le déclenchement de l'opération Barbarossa le 22 juin 1941 qui lança plus de 3,3 millions de soldats de l'Axe à l'assaut de l'Union soviétique le long d'un front s'étendant de la mer Baltique aux Carpates – une ampleur sans précédent dans l'histoire militaire – changea la donne : plus le Reich s'enlisait dans cette guerre dévoreuse de soldats, plus les chances pour mon grand-père d'échapper au calvaire du front de l'Est s'amenuisaient.

Karl, un bon vivant qui n'avait aucune envie de jouer au petit soldat du régime nazi dans les steppes glaciales de Russie, allait devoir manœuvrer habilement s'il voulait se dérober, car sa carte du parti nazi n'était plus un atout suffisant. Il lui fallait désormais convaincre les hautes instances de la nécessité absolue de sa présence à Mannheim pour faire tourner son affaire sans laquelle ses clients, privés de produits pétroliers, risquaient de cesser leurs activités essentielles au bon fonctionnement du Reich. Considérant la taille très modeste de sa société, le ralentissement de sa production pendant la guerre et le besoin pressant d'hommes sur le front, Karl Schwarz dut faire preuve d'une force de persuasion hors du commun pour réussir à être exempté de l'obligation de servir dans la Wehrmacht. C'est sans doute là qu'il eut l'idée d'ajouter la Wehrmacht à sa clientèle, en négociant un prix avantageux pour cette dernière. Il devenait ainsi utile à l'économie du Reich. Je dois au moins lui reconnaître un talent certain qui lui évita de servir de chair à canon à une bande de criminels nazis mégalomanes et suicidaires.

C'est seulement récemment, en fouillant avec mon père dans ces sempiternels classeurs entassés à la cave, que le contexte de l'exemption d'Opa apparut sous une autre lumière. Dans une lettre datée du 4 mars 1946, son associé dans la société Schwarz & Co. Mineralölgesellschaft, Max Schmidt\*, accuse mon grand-père d'avoir informé les autorités nazies qu'il n'était pas membre du NSDAP, dans le seul but de le faire enrôler à sa place dans l'armée en 1943. « Vous m'avez dit que ma non-appartenance au parti vous obligeait à me renvoyer à mes responsabilités militaires : ce n'est pas le produit de mon imagination,

mais la réalité, que, comme d'autres déclarations de votre part, vous refusez de voir en face aujourd'hui. Par ailleurs, vous avez toujours orienté le vent de manière à ce qu'il serve vos objectifs, et vous m'avez toujours considéré comme un mal nécessaire, dont la seule utilité était d'apporter de l'argent et des contrats. » Et il ajoute : « Ce n'est pas volontairement que je suis devenu soldat. Cet enrôlement vous a donné la possibilité de prendre le contrôle de la société. »

Quand il plaida sa cause auprès des autorités, mon grand-père dut se douter que, s'il y avait une chance d'échapper à la Wehrmacht parce que la société avait besoin d'un dirigeant, elle était soit pour lui, soit pour son associé, mais certainement pas pour les deux. C'est peut-être à ce moment-là qu'il glissa, en passant, que Max Schmidt n'avait pas la carte du parti, lui.

À partir du printemps 1943, Karl vivait seul puisque femme et enfants étaient partis à la campagne. Les soirées devaient être un peu tristes dans l'immeuble à moitié vide de la Chamissostrasse, dont les habitants étaient soit exilés hors de la ville, soit sur le front à braver la mort et le froid, à l'exception de trois ou quatre âmes qui cohabitaient dans ce décor fantomatique, composé d'appartements criblés de fentes béantes au plafond, au sol et aux murs, dont les fenêtres aux vitres brisées étaient calfeutrées avec de larges pans de carton. Pour se distraire, mon grand-père se rendait dans un cabaret situé dans une rue perpendiculaire, la Lange Rötterstrasse, qui portait le nom d'*Eulenspiegel*, l'espigle. Beaucoup de cabarets et de théâtres du Reich avaient poursuivi leurs activités



jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1944, quand le ministre de la Propagande, Joseph Goebbels, ordonna leur fermeture dans le cadre de la « guerre totale ». Jusqu'à cette date, les artistes étaient exemptés de l'armée, car leur rôle semblait essentiel pour détourner l'attention de la population des horreurs dans lesquelles Hitler était en train de la précipiter.

L'établissement n'existe plus, mais j'ai retrouvé dans les papiers de mon grand-père une feuille à en-tête où est imprimé au sommet, dans une jolie calligraphie rouge : *Eulenspiegel – Parodistischer Kabarett* (cabaret parodique). En pied de page, en petits caractères, figurent des extraits de critiques positives de la presse. De la ville de Saarbrücken : « Il est rare que l'art nous soit servi sous une forme aussi relevée, avec un répertoire de chansons classiques et populaires, un humour à vif et plein d'esprit. » De Mannheim : « Les *Eulenspiegel* ont rapidement gagné la sympathie du public, car ils ont fait montre d'originalité, d'esprit et – quel rare bienfait – de qualité. » Au milieu de la lettre datée du 2 février 1948 est écrit : « Nous confirmons par la présente que M. Karl Schwarz appartient à notre troupe », avec la signature du directeur du cabaret, Theo Gaufeld\*.

Quel que soit le motif de ce document, qui de toute évidence devait servir d'alibi pour laver mon grand-père de quelque irrégularité après la guerre, il révèle que Karl avait dû assidûment fréquenter l'établissement pour bénéficier d'une telle connivence. En réalité, il avait surtout côtoyé une dame, artiste et épouse du chef, M<sup>me</sup> Gaufeld\*, et s'était rapproché du couple au point d'installer, après la destruction de son usine

en septembre 1943, son bureau et son stock de tonneaux de produits pétroliers juste à côté de leur appartement, dans une briqueterie à la périphérie de Mannheim, où il vécut jusqu'à la fin de la guerre. Et comme il est impossible que le mari n'ait pas été au courant de l'intimité qui liait sa femme à leur nouvel ami, mon père estime probable qu'ils aient instauré une sorte de ménage à trois qui allait durer jusqu'à la mort de mon grand-père. Lorsque Oma comprit que les Gaufeld, qui avaient si gentiment pris soin de son mari pendant son absence, étaient plus que des amis, elle fut rongée par la douleur et ne s'en remit jamais vraiment. Heureusement, c'est bien plus tard qu'elle fit cette découverte pénible, et non après la capitulation du 8 mai 1945, lors de son retour avec les enfants à Mannheim. Un autre traumatisme l'attendait déjà : la ville où elle était née avait en partie disparu.

Mannheim était une des villes les plus démolies du sud-ouest de l'Allemagne. 70 % du centre et 50 % du reste de la ville avaient été détruits. Il y avait eu l'attaque dévastatrice de septembre 1943, et bien d'autres encore, puis le 2 mars 1945, alors que la guerre touchait à sa fin, des bombardiers de la Royal Air Force s'étaient acharnés une dernière fois, déclenchant une tempête de feu qui emporta ce qui restait de la ville historique. Fin mars, Mannheim avait rendu les armes face à l'arrivée des Américains et, sans le savoir, avait ainsi échappé au pire, car en cas de résistance allemande un plan américain secret avait prévu de lâcher quelques bombes nucléaires sur plusieurs villes allemandes, et Mannheim et Ludwigshafen figuraient parmi leurs cibles éventuelles.

Si Oma est arrivée par le train, elle a vu à côté de la gare le grand château baroque perforé de toutes parts, dont une seule des cinq cents pièces était restée intacte. Pour rejoindre la Chamissostrasse, elle a dû traverser les anciennes grandes artères commerçantes jadis illuminées par de grands magasins grouillant de vie et affichant l'opulence, où l'on affluait de toute la région pour faire ses courses. Karstadt, N° 1 Otto Spuler, et les anciens établissements juifs aryanisés Kaufhaus Kander, Gebrüder Rothschild, Hermann Schmoller & Co s'étaient pour la plupart effondrés comme des châteaux de cartes sous les bombes. Des cafés qui déployaient leurs belles terrasses l'été pour servir des gâteaux à la crème et du café aux dames, il n'y avait plus aucune trace, si ce n'est les lettres arrachées à leur enseigne, les débris de vaisselle portant le nom de la maison, noyés sous les montagnes de débris amassés en bordure de route pour dégager la voie. Des rues entières avaient été rayées de la carte, transformées en de vastes terrains vagues où çà et là subsistaient des carcasses d'immeubles et des façades sans corps, plantées tels des décors de théâtre dans le néant. J'imagine Oma, protestante très pratiquante, cherchant du regard la silhouette familière d'une église et ne trouvant à la place que le squelette d'une nef, les éclats d'un vitrail et une croix en équilibre sur l'ouverture béante d'un clocher.

Après la guerre, combien d'Allemands comme mes grands-parents ont vu leur ville natale ainsi défigurée, le ciment identitaire d'une vie ? À Hambourg, la moitié des appartements avaient été détruits par un enfer de flammes qui coûta la vie à près de 40 000

personnes. Dresde, chef-d'œuvre du baroque, était devenue une ville fantôme après une rafale de bombes qui avait tué 25 000 habitants. Hanovre, Kassel, Nuremberg, Magdebourg, Mayence, Francfort avaient disparu à 70 %. Le bassin industriel de Rhénanie – Cologne, Düsseldorf, Essen, Dortmund – avait été dévasté par les bombes. Certaines communes avaient disparu à plus de 96 % : Düren, Wesel et Paderborn. Au total, presque une famille sur cinq avait perdu son domicile. Entre 300 000 et 400 000 civils étaient morts sous les bombes, selon l'historien Dietmar Süß. Au moins autant eurent des séquelles à vie et des millions d'autres furent traumatisés.

Le 14 février 1942, le ministère de l'Air britannique avait publié une directive intitulée *Area Bombing Directive* à l'adresse du commandant en chef des bombardiers de la Royal Air Force, Arthur Harris. La directive l'encourageait à « concentrer les attaques sur le moral de la population civile ennemie, en particulier les ouvriers ». Le texte ajoutait : « Par conséquent, vous êtes autorisés à recourir à votre puissance de frappe sans restriction. » Le lendemain, un message précisait : « Je suppose qu'il est clair que les cibles sont les zones construites, et non, par exemple, les chantiers navals ou les usines aéronautiques tels que mentionnés dans l'annexe A. Cela doit être clarifié si ce n'est pas déjà le cas. » Arthur Harris fut surnommé « Bomber Harris ».

Avant de commencer ce livre, je ne connaissais pas ce héros des Britanniques et lorsque j'étudiais à Londres, j'ai dû passer des dizaines de fois devant sa statue, inaugurée en 1992 malgré les critiques britanniques et allemandes, sans jamais y prêter attention. Depuis que la mémoire historique est devenue une

obsession, partout où je vais, je la traque sous ses manifestations les plus diverses. En général, je m'y adonne en solitaire, car tout le monde n'a pas envie de passer sa journée avec des morts. J'ai profité d'une visite éclair à Londres pour aller revoir la statue d'Arthur Harris qui trône devant l'église St Clement Danes, devenue un monument à la gloire de la RAF. Cette fois, j'ai lu l'épithète : « En mémoire d'un grand commandant et de son équipe courageuse, dont plus de 55 000 hommes perdirent leur vie pour la cause de la liberté. La nation leur doit une dette immense. »

Le bombardement de civils visait à miner le moral du peuple allemand et à éroder son soutien à la guerre de Hitler, mais les historiens s'accordent à ce jour pour affirmer qu'il ne permit pas d'écourter la guerre. Ces attaques, à l'origine des représailles aux raids dévastateurs des Allemands sur Coventry, Londres et Rotterdam, prirent plus tard en partie la forme d'une vengeance meurtrière. Dans les derniers mois de la guerre, alors que la défaite du Reich était acquise, les Britanniques et les Américains bombardèrent presque quotidiennement l'Allemagne.

Au-delà du bilan humain, ces ravages ont fait perdre à l'Allemagne des pans entiers de son identité culturelle et historique. Il suffit de regarder des photos de Mannheim, Berlin, Cologne d'avant la guerre, c'est un tout autre pays qui nous est donné à voir. Néanmoins, même si les Alliés ont commis des crimes dont ils peinent toujours à reconnaître l'extrême gravité, c'est sans aucun doute au Reich que revient la responsabilité première de cette spirale de violence. S'il n'avait pas déclenché la guerre en Europe, jamais l'Allemagne n'aurait pâti et été défigurée de la sorte. Surtout, ce ne

sont pas les bombes qui ont fait le plus souffrir le peuple, mais le fanatisme meurtrier du Führer, qui coûta la vie à plus de cinq millions de soldats allemands sur les champs de bataille.

Mes grands-parents n'avaient pas été directement frappés par cette hécatombe. Mais combien de leurs proches pleuraient le décès de l'un des leurs dans cette guerre que Hitler s'était entêté à prolonger alors même que plusieurs généraux le suppliaient de se replier ? Le mari de la sœur de Karl, Hilde, un officier de la Wehrmacht habité par la flamme national-socialiste, était mort sur le front de l'Est, comme au moins 3,5 millions de soldats qui avaient payé de leur vie le refus fanatique de leur Führer de battre en retraite face à la supériorité évidente des Soviétiques dans les dernières années de la guerre.

Après l'échec de son plan qui prévoyait de vaincre l'URSS en quelques semaines pendant l'été 1941, Hitler avait poussé ses hommes à poursuivre leur marche dans l'hiver glacial jusqu'aux portes de Moscou sans aucun équipement contre le froid. Par des températures atteignant les  $-50^{\circ}\text{C}$ , sans gants ni manteaux, il leur donna l'ordre d'attaquer et de maintenir leur position à n'importe quel prix. « Nous ne savions pas où se situait le front. Nous restions à genoux ou allongés sur la neige. La peau de nos genoux collait à la glace », écrira un soldat anonyme de la Wehrmacht. Incapables de creuser des tranchées dans la glace trop dure pour se protéger, les soldats allemands tombaient comme des mouches, décimés par les balles russes ou terrassés par le froid et la faim.

Le petit ami de ma tante Ingrid, hostile à Hitler, perdit des doigts de pied à cause du gel devant Moscou.

Un an plus tard, malgré les avertissements de ses généraux sur l'état catastrophique des troupes, le Führer força à nouveau les soldats exsangues à donner l'assaut, cette fois contre Stalingrad, une offensive sans aucun espoir de victoire, qui revenait à condamner ses hommes à une mort certaine. Les quelque 220 000 soldats de la 6<sup>e</sup> armée furent encerclés. Vêtus d'un mince manteau et sans provisions, beaucoup périrent de froid et de faim. 60 000 tombèrent et environ 110 000 furent faits prisonniers par les Soviétiques. Seuls 6 000 revinrent chez eux.

En Afrique du Nord, autre théâtre d'opérations, le bilan fut comparativement faible. Il y eut quelques dizaines de milliers de morts côté allemand, parce que le général Erwin Rommel, baptisé « le Renard du désert », qui dirigeait l'offensive de l'Afrikakorps contre les Britanniques, eut le courage de désobéir à Hitler. À la bataille d'El Alamein, malgré l'évidente incapacité logistique de repousser l'ennemi, le Führer lança l'un de ses redoutés *Durchhaltebefehle* (ordres de tenir bon) : « Vous n'avez d'autres choix que de montrer à vos troupes soit le chemin de la victoire, soit celui de la mort. » Au début Rommel, qui par ailleurs était très loyal à son chef, obéit, puis il ordonna à toutes ses unités mobiles de dégager vers l'ouest.

Après le débarquement allié en Normandie le 6 juin 1944, qui confirmait le déclin inéluctable du Reich, Rommel exhorta le Führer à mettre fin à la guerre, mais il ne fit que provoquer la fureur d'un tyran aveuglé par ses ambitions démesurées. Peu après, suspecté d'avoir participé à un putsch manqué d'officiers contre

le régime nazi, Erwin Rommel, dont l'audace et les triomphes avaient fait vibrer l'Allemagne et frémir l'ennemi, reçut l'ordre de se suicider et s'exécuta.

Un nombre croissant de généraux tenta de raisonner Hitler, mais ce dernier resta de marbre jusqu'au bout, fort du soutien persistant et incompréhensible d'une partie de l'état-major. Dans leur folie suicidaire, quelques mois avant la capitulation, alors que tout espoir était perdu, les dirigeants nazis ne trouvèrent rien de mieux que d'agrandir encore le cercle des sacrifiés en recrutant le peu de ce qui restait de chair à canon, c'est-à-dire principalement des gamins de 16, 17 ans, et des hommes de plus de 45 ans, pour former un *Volkssturm*, et défendre, sans entraînement et très peu armés, des villes qui allaient tomber aux mains de l'ennemi. Ces gamins étaient envoyés à la mort pour sauver l'image de l'Allemand jusqu'au-boutiste qui flattait la vanité du Führer : soit la victoire totale, soit la défaite totale.

Les Allemands qui vécurent les derniers mois de la guerre s'en souviennent comme d'une apocalypse. L'Allemagne s'effondrait, brûlait, explosait, hurlait, se déchirait, et agonisait dans un enfer digne de Dante. Errant tel un lion en cage dans un bunker construit sous la chancellerie de Berlin où il s'était réfugié avec son entourage, Adolf Hitler semblait dans une folie destructrice. À la reddition, il préférait le naufrage, et voulait y entraîner son peuple, qu'il jugeait « indigne » de la révolution nationale-socialiste.

Le 30 avril, après avoir tué son chien, il se tira une balle dans la tête. Eva Braun, sa compagne, qu'il avait consenti à épouser juste avant sa mort, s'empoisonna au cyanure. Le 1<sup>er</sup> mai, ce fut le tour de son ministre